

Solidaires en action N° 96

Le 20 mai 2013

Chômeurs/ses et précaires en marche, à partir du 16 juin

Les associations de chômeurs et chômeuses, A.C. !, A.P.E.I.S., M.N.C.P. organisent des marches vers Paris, du 16 juin au 3 juillet. Droit Au Logement et deux syndicats de Pôle Emploi (Solidaires et FSU) s'y associent. **L'Union syndicale Solidaires soutient cette initiative, appelle les équipes locales à y participer activement.** Des réunions unitaires ont lieu ces jours-ci ; nous devons y être et nous organiser pour que Solidaires soit présent tout au long de ces marches. **La lutte contre le chômage et la précarité, ça concerne les organisations syndicales et c'est une de nos priorités !** Voici l'appel unitaire à ces marches :

- **Nous, chômeurs, chômeuses et précaires**, proposons des mesures d'urgence que le gouvernement a, jusqu'à ce jour, refusé de discuter.
- Nous, chômeurs, chômeuses et précaires, pour qui les portes du « dialogue social » sont toujours fermées, souhaitons que nos propositions concernant Pôle emploi et la négociation Unedic soient entendues.
- Nous, chômeurs, chômeuses en fin de droits à l'assurance chômage, demandons l'indemnisation de toutes les formes de chômage.
- **Nous, salariés et salariées des entreprises menacées de fermeture nous voulons un autre avenir que l'inscription au chômage tandis que dans les services publics la pénurie d'effectifs et de moyens remet en cause la qualité du service.**
- **Nous, femmes en emploi précaire et CDD à temps partiels**, demandons que la précarité soit bannie de l'univers du travail.
- **Nous, chômeurs, chômeuses sans-logis, mal-logés-es**, exigeons l'arrêt des expulsions, la baisse des loyers et le respect de nos droits.
- **Nous, immigrés-es sans-papiers**, demandons la régularisation pour vivre et travailler dignement en France.
- **Nous, chômeurs, chômeuses et précaires, étudiants, étudiantes** ne pouvons attendre indéfiniment « l'inversion de la courbe du chômage » tandis que nous vivons avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté.
- **Nous, chômeurs et salariés solidaires**, réclamons le respect du droit au travail pour toutes et tous, notamment par la réduction du temps de travail à 32 heures.
- **Nous, salariés-es et retraités-es**, refusons que le gouvernement fasse payer le chômage à l'ensemble de la société par une politique d'austérité tandis qu'une minorité profite des paradis fiscaux et s'enrichit sans retenue.
- Nous, chômeurs, chômeuses et précaires, avec le soutien des salariés-es solidaires, parce que nous refusons la fatalité du chômage, nous marcherons sur Paris pour que le Premier ministre ouvre le dialogue et réponde à nos propositions.



La première étape de la marche se déroulera à La Réunion où le chômage est encore plus élevé qu'en métropole. Les marcheurs/ses réunionnais-es seront accueilli-es à Montpellier. La marche ira ensuite à Toulouse puis Clermont-Ferrand, Montluçon, Tours, Blois... D'autres parcours seront mis en place à partir de la Bretagne, d'Alsace et du Nord...

Notre avenir se construit par nos luttes !

Le Comité national de l'Union syndicale Solidaires rassemble fédérations, syndicats nationaux et unions interprofessionnelles départementales. Nous y avons notamment validé le contenu d'**un tract national que les organisations ont d'ores et déjà reçu** :

- ✚ La crise ? Mais les patrons se portent bien !
- ✚ Services publics, fonction publique : il faut rompre avec la politique de casse.
- ✚ Retraites : contre leurs mauvais coups, organisons-nous !
- ✚ La protection sociale, variable d'ajustement des politiques d'austérité.
- ✚ Le 15 juin, à Paris, manifestation nationale pour la santé et la protection sociale !
- ✚ Nous participons à la marche contre le chômage, du 15 juin au 6 juillet
- ✚ N'oublions pas les enseignements du passé : repoussons la haine de l'autre !

Nous voulons un autre partage des richesses. Répondre aux besoins sociaux, revaloriser les allocations chômage, minima sociaux, les salaires et les retraites, diminuer le temps de travail et créer des emplois, ... Oui, c'est possible ! Il faut rompre avec les politiques menées depuis des décennies et assumer un affrontement direct avec le patronat, les actionnaires, les banquiers, avec tous les donneurs de leçons qui volent les richesses et font prospérer les paradis fiscaux.





Virgin : Butler et Lagardère doivent payer !

Après près de quatre mois de lutte, le 30 avril, plus de 200 salarié-es de *Virgin* criaient leur colère sous les fenêtres du siège de Lagardère. De nombreux établissements franciliens étaient représentés, ainsi que les magasins d'Avignon, de Lyon, de Marseille, de Montpellier et de Rouen. A Bayonne, Nice et Toulon, la mobilisation s'est faite localement.

Le plan social qui s'annonce est vaste et brutal. 950 personnes vont perdre leur emploi dans le commerce culturel le mois prochain. Le Tribunal de Commerce étudiera les offres, très limitées, de reprise le jeudi 23 mai. **Au regard du carnage social organisé par les patrons, le financement du « plan social » est notoirement insuffisant. Butler, Lagardère, doivent payer !**

Jeudi 23 mai, les salarié-es de Virgin seront en grève ; ils et elles se rendront à 10 heures devant le Virgin des Champs Elysées pour une nouvelle action en direction des actionnaires, puis à 13 heures devant le Tribunal de Commerce à l'occasion de l'audience de jugement qui statuera sur les offres de reprise de plusieurs magasins de l'enseigne.

Faire converger les luttes, c'est d'abord leur permettre d'exister dans la durée, puis de gagner. Tous les militant-es des syndicats Solidaires doivent être avec les Virgin le 23 mai.

Mairie de Saint-Denis (93) : les vendredis de la colère

Depuis le 25 mars, une partie des salarié-es de la mairie de Saint-Denis (service social, service de santé, petite enfance, service culturel...) sont mobilisé-es **contre le management autoritaire et la souffrance au travail** dans le cadre de restructurations qui préfigurent les coupes budgétaires à venir dans les collectivités territoriales. Elles et ils sont soutenu-es par le syndicat SUD Collectivités Territoriales Mairie de Saint-Denis.



Dire tout haut les dysfonctionnements pour les régler.

Ne plus être isolé-es en portant collectivement les revendications.

Faire pression sur la haute administration et les élu-es pour mettre en place un vrai dialogue social et une réelle prévention des risques psycho-sociaux.

Construire la solidarité dans la dignité !

La mobilisation a pris la forme d'une heure de débrayage hebdomadaire (les « vendredis de la colère », de 10h à 11h) pour faciliter la construction d'un mouvement inter-services. Depuis le début du mouvement la hiérarchie administrative et les élu-es nient la réalité des revendications. Pire, des camarades du syndicat SUD CT subissent des attaques qui peuvent s'apparenter à de la discrimination et de la répression antisyndicale. **SUD CT mairie de Saint-Denis et l'Union Locales Solidaires Saint-Denis appellent à un rassemblement de soutien le vendredi 24 mai.**

Santé, protection sociale : manifestation nationale le 15 juin



Comme dans tous les autres pays d'Europe, la crise de la dette, la mise en place de politiques d'austérité sont le prétexte à l'attaque de la protection sociale sous toutes ses formes : santé, action sociale, retraites, politique familiale, systèmes de sécurité sociale, assurance chômage. Une grande partie de la population n'a plus accès aux soins. Les dépassements d'honoraires et les déremboursements des soins coûtent de plus en plus cher. La désertification sanitaire s'amplifie par la fermeture d'hôpitaux et de services de proximité. Les politiques d'austérités aggravent la précarité et créent une misère croissante. Les premières victimes de la crise, les chômeurs-ses, les jeunes précaires et les retraité-es, les malades et les handicapé-es, se voient privés de leurs principaux droits à la santé, au logement, à un revenu décent.

La santé n'est pas une marchandise, le social n'est pas à vendre ! L'Union syndicale Solidaires s'inscrit dans la campagne unitaire du collectif Notre Santé en Danger qui regroupe des associations d'usagers, des comités de défense des hôpitaux de proximité, des syndicats professionnels (SUD Santé Sociaux, CGT Santé Action Sociale...), des partis politiques... **Toutes et tous le 15 juin à Paris à la manifestation nationale unitaire.**

PSA Aulnay : une grève importante, un bilan à tirer

En janvier, le syndicat SUD Auto PSA Aulnay lançait la grève contre la fermeture du site. Le syndicat CGT s'associait au mouvement, non sans débat intersyndical : nous mettions en avant le refus de la fermeture d'Aulnay, le refus des licenciements, tandis que la CGT dans le souci de ne pas rompre avec les autres syndicats revendiquait une indemnisation plus élevée pour les salarié-es mis à la porte. L'attitude pro-patronale des syndicats SIA ou FO devaient, assez rapidement, amener la CGT à reprendre la revendication de non-fermeture d'Aulnay. **Durant des mois, CGT, SUD et CFDT ont animé la grève.**

Nous savions que confiner la lutte au seul site d'Aulnay affaiblissait le mouvement. Nous n'avons pas porté suffisamment nos propositions d'extension de la grève auprès des travailleurs/ses des autres usines PSA. Les syndicats mieux représentés que Solidaires nationalement n'ont rien fait en ce sens. Les grévistes d'Aulnay ont mené une grève active, multipliant les actions, les collectes de solidarité, les participations à d'autres mouvements. Mais les tensions locales entre CGT et SUD n'ont pas disparu pour autant. Fin avril, sans aucun mandat de l'Assemblée Générale, la CGT (syndicat et fédération) a entamé des négociations avec la direction de PSA pour obtenir un protocole de fin de grève.

Mis devant le fait accompli, découvrant des négociations qui entérinaient la fermeture d'Aulnay et des centaines de licenciements, exclu de nouvelles « négociations » à la demande du syndicat CGT, SUD Auto PSA Aulnay se désengageait alors d'un mouvement qui n'était plus le même. L'accord signé par la CGT et les patrons de PSA annule certes les procédures de licenciements envers 4 militants CGT, mais il valide les licenciements avant le 31 mai contre une prime de 19 700 € ; la CGT s'engage dans ce protocole à annuler les recours juridiques contre le « plan de sauvegarde de l'emploi ».

Le Comité national a entériné la proposition des camarades de l'Industrie : un bilan collectif de ce mouvement sera diffusé sous la responsabilité du syndicat SUD Auto PSA Aulnay, de l'union Solidaires Industrie, du Secrétariat national.

SUD avait repoussé ce chantage au retrait des contestations du « plan de sauvegarde de l'emploi » qui planifie la suppression de 11 200 emplois dans le Groupe PSA et la fermeture d'Aulnay. SIA, FO, CFDT, CGC, CFTC avaient déjà accepté ce plan lors d'un Comité Central d'Entreprise. La CGT a signé l'engagement de ne pas le contester. Ce retrait affaiblit le recours, porté dorénavant uniquement par SUD, qui sera jugé le 12 juin devant la Cour d'appel de Paris.

La solidarité financière montre le soutien des salarié-es des autres secteurs à cette longue grève. Mais ce n'est pas suffisant, l'extension de la grève aux autres sites PSA était un enjeu ; mais c'est aussi face au patronat de l'automobile dans son ensemble et des sous-traitants que le combat devait être mené. Renforcer le syndicalisme qui assume ces affrontements centraux est nécessaire pour nos luttes futures.

Adoma : emploi, conditions de travail,... et manifestations

Adoma (ex-Sonacotra), entreprise d'Etat de logement social, gérant près de 70 000 logements (foyers de travailleurs/es migrant-es, résidences sociales, centres d'accueil de demandeurs/es d'asile, pensions de famille, etc.) a connu ces dernières années un soit disant redressement spectaculaire, passant de -26 millions d'€ de résultat en 2010 à +37 millions en 2012, et 2013 s'annonce encore meilleure. Ces excellents chiffres sont le fruit d'une création artificielle par la direction d'un déficit (manipulation comptable des chiffres...) et surtout du travail des 2400 salarié-es d'Adoma, qui subissent depuis 2 ans des dégradations sans précédent sur leurs conditions de travail : plan de départ volontaire poussant vers la porte plusieurs centaines de salarié-es, gel des embauches, non-remplacement des absent-es...



37 millions de « bénéfiques » grâce au travail des salarié-es. 0 € d'augmentation en 2013 ! Depuis 2 ans, la direction refusait de verser aux salarié-es leur dû, la participation. Il a fallu que des syndicats aillent devant les tribunaux pour que cela soit versé pour 2011. Même scénario pour 2012, l'audience est fixée au 27 mai 2013. Et poussant le cynisme à son maximum, la direction justifie l'absence d'augmentation par le fait qu'elle a versé la participation au titre de 2011 début 2013 (et non comme elle aurait dû en 2012) et que cela constitue donc la « récompense » pour les salarié-es pour 2013 !

Les salarié-es sont las de ce mépris, las de réclamer des conditions de travail décentes, qui leur permettent d'accueillir dignement les populations hébergées. **Les syndicats SUD, CGT et CFE-CGC appellent tous les salarié-es à manifester devant le siège social de l'entreprise le mardi 28 mai** et devant les directions d'établissement régionales pour exiger une meilleure rémunération et une amélioration des leurs conditions de travail (reprise des embauches notamment). Ils et elles demandent aussi aux ministères de tutelle (Ministères du Logement, du Budget et de l'Intérieur), déjà saisis récemment, d'intervenir rapidement et de prouver que le logement social et les conditions d'hébergement des plus démunis font partie des priorités de ce gouvernement.

Education nationale : pour le boycott collectif du L.P.C.

Cette année encore, un « livret personnel de compétences » (LPC) est imposé aux enseignant-es par le Ministère et la hiérarchie. Il est demandé d'y recenser les compétences acquises par les élèves en fin de CE1, de CM2 et de 3^{ème}. Un engagement collectif au boycott du LPC se met en place, à partir d'un appel expliquant les enjeux :

- **Pourquoi sommes-nous opposés au LPC ?** Parce qu'il est **inutile** : il s'ajoute au livret scolaire en usage dans les écoles et collèges.
- Parce qu'il est incompréhensible dans sa formulation, beaucoup trop dense et ne laisse aucune place aux commentaires écrits.
- Parce qu'il est **absurde** d'évaluer de façon simpliste : dans le LPC, une compétence est acquise ou non-acquise alors qu'en réalité elle s'acquière de façon progressive.
- Parce qu'il contribue à **remplacer la recherche et les apprentissages par des exercices de bachotage**. Nous faudra-t-il enseigner que ce qu'on nous demande d'évaluer ?
- Parce qu'il contraint les enseignants à des pratiques visant d'abord à se conformer aux souhaits de leur hiérarchie.
- Parce qu'il participe à la mise en concurrence des élèves, des enseignants et des écoles ; parce qu'il utilise pour l'enseignement des concepts propres à certaines entreprises (contrat d'objectifs, référentiel de compétences...).
- Parce qu'il est **dangereux** : il est informatisé pour le second degré et le sera à terme pour le primaire. Les résultats des élèves - qui ne devraient concerner qu'eux et leurs familles - seront fichés dans les bases de données « base-élèves » et « SCONET », et cela pour leur vie entière... avec quelle sécurisation ?
- Parce qu'il conditionne l'obtention du brevet des collèges.
- Parce qu'il tend à se substituer aux diplômes et donc aux conventions collectives.

Signez l'engagement collectif au
Boycott du LPC
www.boycott-lpc.lutter-agir.org

En conséquence, **nous, soussigné-es, nous engageons collectivement et solidairement à ne pas remplir le LPC et à soutenir activement ceux d'entre nous qui subiraient des pressions ou sanctions** de la part de notre hiérarchie.

Appel soutenu par le Réseau des enseignants du primaire en résistance, le Collectif National de Résistance à Base-Elèves, la Fédération des syndicats SUD éducation, la Fédération des Travailleurs de l'Éducation de la CNT, et la Fédération Éducation de la CNT-Solidarité Ouvrière



Renault Trucks : grève contre la baisse des rémunérations

Les dirigeants de Renault Trucks ont décidé de passer quasiment toute l'usine de Bourg-en-Bresse en horaire de journée. Sans vergogne, ils ont expliqué qu'il s'agissait de « *réduire le coût de fabrication des camions* ». Comme si la rémunération de celles et ceux qui travaillent était le seul facteur possible pour cela ; car il n'est pas question de réduire les dividendes des actionnaires !

SUD-Solidaires a maintenu sa revendication jusqu'au bout : une compensation financière incluse dans le salaire de base. La direction a refusé. La section SUD-Solidaires a organisé plusieurs réunions intersyndicales, pour proposer que les autres syndicats appellent à la grève, contre cette perte de rémunération. Ni CGT, ni CFDT, ni FO, ni CGC, n'ont voulu organiser une action revendicative collective. **Seule la section SUD a appelé à la grève.** Une garantie de maintien de la rémunération totale a été obtenue, mais pour 15 mois seulement, faute d'une lutte plus forte et unitaire.

Notre-Dame-des-Landes : on ne lâche rien, ni ici, ni ailleurs !



La « chaîne humaine » de 25 kilomètres autour du projet d'aéroport est une réussite. Cette nouvelle mobilisation nationale montre que la résistance demeure forte. Nous avons noté les premiers reculs liés aux exigences d'études complémentaires qui reportent de plusieurs années le projet. Mais ça ne suffit pas : **il faut que le gouvernement annonce l'abandon de ce projet inutile.** *Vinci* ne doit pas dicter notre avenir ! La lutte se poursuit : localement tout d'abord, et par un soutien plus vaste aussi. **Le rassemblement festif des 3 et 4 août sera la prochaine étape.**